

CD/PV.44
24 juillet 1979
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUARANTE-QUATRIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 24 juillet 1979, à 10 h 30.

Président : M. P. VOUTOV (Bulgarie)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

<u>Algérie</u> :	M. A. BENSMAIL
<u>Allemagne, République fédérale d', :</u>	M. J. PÖHLMANN
<u>Argentine</u> :	M. A. DUMONT Mlle N. FREYRE PENABAD
<u>Australie</u> :	Sir J. PLIMSOLL M. A. BEHN Mme M. WICKES
<u>Belgique</u> :	M. P. BERG M. G. van DUYSE
<u>Birmanie</u> :	U NGATE WIN
<u>Brésil</u> :	M. S. DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. P. VOUTOV M. I. SOTIROV M. P. KAHENOV
<u>Canada</u> :	M. R. HARRY JAY M. J.T. SIMARD
<u>Cuba</u> :	Mme V.B. JACKIEWICH
<u>Egypte</u> :	M. M. EL-BARADEI M. N. FAHMY
<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. A.S. FISHER M. A. AKALOVSKY H. D. KOELEMAY M. R. MIKULAK M. M. SANCHEZ M. J. CALVERT M. W. DUNLOP M. M. DALEY Mme S. BUCKLEY

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Ethiopie</u> :	M. T. TERREFE M. G. ALULA
<u>France</u> :	M. BENOIT d'ABOVILLE M. M. COUTHURES M. C.A. GRIFFITH Le Colonel GESBERT
<u>Hongrie</u> :	M. C. GYÖRFFY
<u>Inde</u> :	M. C.R. GHAREKHAN M. S.T. DEVARE
<u>Indonésie</u> :	M. D.B. SULEMAN M. SILABAN
<u>Iran</u> :	M. D. AMERI
<u>Italie</u> :	M. M. MORENO M. C. FRATESCHI M. L. SALAZAR M. FOLCO de LUCA
<u>Japon</u> :	M. M. OGISO M. T. NOMOYAMA M. T. IWANAMI M. R. ISHII
<u>Kenya</u> :	M. S. SHITEMI M. A. JET ODENDO
<u>Maroc</u> :	M. S.M. RAHHALI M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	M. M.A. CACERES
<u>Mongolie</u> :	M. D. ERDEMBILEG M. L. BAYART
<u>Nigéria</u> :	M. T.O. OLUMOKO
<u>Pakistan</u> :	M. J.K.A. MARKER M. M. AKRAM

. : PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)Pays-Bas :

M. R.H. FEIN
M. A.J. MEERBURG
M. J.W. SCHEFFERS

Pérou :Pologne :

M. B. SUJKA
M. H. KRUCZYK

République démocratique allemande :

M. G. HERDER
M. V. KOETTER
M. M. GRACZYNSKI

Roumanie :

M. T. MELESCANU

Royaume-Uni :

M. D. SUMMERHAYES
M. P.M.V. FRANCIS

Sri Lanka :

M. I.O. FONSIKA

Suède :

Mme I. THORSSON
M. C. LIDGARD
M. L. NORBERG
M. S. STRÖMBÄCK
M. J. LUNDIN

Tchécoslovaquie :

M. V. TYLNER
M. J. JIRUSEK

Union des Républiques socialistes
soviétiques :

M. V.L. ISSRAELYAN
M. Y.K. NAZARKINE
M. M.G. ANTIOUKHINE
M. N.V. PESTEREV
M. V.P. SPIDOVITCH
M. A.I. TIOURENKOV
M. S.B. BATSAHOV

Venezuela :

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Yugoslavie : M. N. VRHUNEĆ
N. D. DJOKIĆ

Zaïre : M. MULONGANDUSU ESUK

Secrétaire : M. RIKHI JAIPAL

Sous-Secrétaire général : M. R. BJÖRNERSTEDT

PAYS NON MEMBRES

Danemark^{1/} : M. E. KASTOFT
M. V. EDEBJERG
M. J. LEERHOY

Finlande^{2/} : M. J. ENQUIST
M. I. HANNINEN

^{1/} Conformément à une décision du Comité du désarmement en date du 17 juillet 1979 (voir CD/PV.42, page 18).

^{2/} Conformément à une décision du Comité du désarmement en date du 25 avril 1979 (voir CD/PV.30, page 24).

M. KASTOFT (Danemark) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi de commencer ma première intervention au Comité du désarmement en exprimant la gratitude que j'éprouve envers vous et envers tous les membres du Comité du désarmement qui ont permis à la délégation danoise de prendre part au débat en cours dans le Comité sur le très important sujet des armes chimiques. Je tiens aussi à joindre ma voix à celle des autres délégations qui se sont félicitées de l'importante initiative commune de l'URSS et des Etats-Unis relative aux principaux éléments d'un traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques. Cette initiative permet de bien augurer de l'avenir des travaux concernant cette question.

Pour ce qui est du point de l'ordre du jour dont nous traitons aujourd'hui, je tiens à dire que le Gouvernement du Danemark partage les vues qui ont été exprimées au sein du Comité concernant l'urgence qu'il y a à faire l'accord sur l'interdiction complète et efficace de la mise au point, de la fabrication et du stockage de toutes les armes chimiques et sur leur destruction.

En 1980 une conférence se réunira pour examiner le fonctionnement de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction. L'article IX de cette Convention fait à tous les Etats parties obligation de parvenir à une date rapprochée à un accord sur l'interdiction des armes chimiques. Pour affermir la confiance et la sécurité internationales et créer une ambiance favorable pour cette conférence, il est indispensable que des progrès soient réalisés dans les efforts de mise à exécution dudit article avant que ne s'ouvre ladite conférence. L'examen par le Comité du désarmement des questions qui relèvent d'une convention sur les armes chimiques contribuerait à hâter la conclusion d'une telle convention.

C'est là une question qui intéresse directement un très grand nombre de pays. Ma délégation reconnaît certes la grande importance des négociations bilatérales, mais elle est convaincue qu'il devrait être possible, au stade actuel, de définir certains points sur lesquels les débats qui se dérouleront au sein du Comité du désarmement pourraient se concentrer utilement sans compliquer indûment les négociations bilatérales sur le désarmement chimique qui ont lieu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Ma délégation a écouté avec attention les exposés qu'ont faits récemment les Ambassadeurs Fisher et Issraelyan concernant l'état d'avancement des entretiens bilatéraux et elle a noté avec satisfaction qu'un rapport intérimaire commun sur ces négociations sera peut-être prochainement mis à la disposition du Comité du désarmement.

(M. Kastoft, Danemark)

Etant donné l'intérêt qu'offrent les discussions officieuses entre diplomates, scientifiques et experts militaires, comme l'ont déjà prouvé tout récemment les visites concernant les armes chimiques qui ont eu lieu en République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni, la délégation danoise estime qu'il faut encourager la poursuite de telles réunions qui, non seulement peuvent contribuer à éclairer et à faire mieux comprendre les nombreux et complexes problèmes que soulève la rédaction d'une convention sur les armes chimiques, mais donnent aussi des indications sur des approches pratiques à la solution de ces problèmes.

Conscient de ce qu'un pays pourrait être tenté d'incorporer à un arsenal chimique pour ainsi dire "autorisé", des agents de guerre chimique qui ne seraient pas assujettis à une convention, le Danemark est convaincu qu'une interdiction des armes chimiques doit être aussi ample et aussi nettement définie que possible et pour cette raison doit viser aussi l'utilisation militaire des herbicides et des défoliants et cela, dans le cas de ces derniers, non seulement en raison de leur action immédiate sur le champ de bataille, mais aussi à cause de leurs effets écologiques différés, peut-être prolongés et actuellement inconnus, sur les êtres humains, les animaux et le sol.

On s'accorde généralement à penser que la mise en oeuvre des mesures de désarmement doit être assujettie à un contrôle international adéquat. Cela est également vrai, bien entendu, d'une convention sur les armes chimiques; le Danemark n'ignore pas que des problèmes d'une nature extrêmement complexe sont soulevés par la vérification d'une convention sur les armes chimiques et il pense qu'il faut envisager de mettre au point des procédures de vérification qui soient le moins indiscretes possible. Ces procédures pourraient comprendre un contrôle d'échantillons d'air et d'eaux usées qui seraient prélevés parfois fort loin des lieux de fabrication. De précieuses contributions ont été déjà apportées à cet égard par les Pays-Bas (CD/533) et la Finlande (CD/14 et CD/39). En outre, il faut rechercher s'il ne serait pas possible de faire usage de techniques modernes, y compris les satellites de contrôle.

Pour le moment, toutefois, il apparaît que le seul moyen de vérification vraiment efficace est celui des inspections sur place. Tant que les techniques non indiscretes n'auront pas été poussées assez loin et que, par la suite, un consensus international n'aura pas été atteint pour appliquer ces techniques-là, il paraît indispensable de procéder à des visites confiées à un organisme international hautement qualifié. Il semble bien que de telles visites, organisées comme il sied, pourraient s'effectuer sans intrusion injustifiable et sans divulgation de secrets d'Etat ou de secrets

(M. Kastoft, Danemark)

commerciaux et industriels. C'est pourquoi ma délégation pense que pour instituer une interdiction des armes chimiques adéquatement contrôlée, il n'est pas indispensable d'attendre la mise au point de procédures de vérification extra-territoriales plus sophistiquées.

M. ERDENBIEG (Mongolie) (traduit du russe) : Au début de mon intervention d'aujourd'hui je voudrais formuler quelques observations générales au sujet du point 4 de notre ordre du jour.

Comme nous reconnaissons une importance exceptionnelle au problème de l'interdiction et de la destruction des armes chimiques, nous avons toujours insisté sur la nécessité de le résoudre sur la base d'une approche générale. Nous partons de l'idée que ce sont justement la conclusion d'un accord prévoyant une interdiction efficace de la mise au point, de la fabrication et du stockage de tous les types d'armes chimiques et de leur destruction complète, ainsi que la mise en oeuvre pratique dudit accord en appliquant des méthodes de contrôle appropriées, qui peuvent constituer des mesures concrètes dans le domaine d'un désarmement réel.

L'examen de cette question par le Comité pendant ces deux dernières semaines révèle de nouveau l'intérêt soutenu que les participants portent à un examen plus détaillé de ce point de l'ordre du jour. Bon nombre de nouveaux documents de travail ont été présentés. Je veux parler non seulement des documents qui ont déjà été officiellement publiés, mais aussi des documents de travail officieux distribués par les délégations de la Pologne et des Pays-Bas. Les experts de plusieurs délégations ont aussi formulé leurs observations. Des représentants d'Etats non membres du Comité ont également eu la possibilité de prendre la parole au Comité et d'y exprimer leurs vues sur cette question. Le Comité dispose ainsi déjà d'informations et d'opinions complémentaires pour l'étude approfondie des documents de travail et leur examen concret ultérieur.

La délégation mongole étudie avec intérêt le document de travail officieux qu'a soumis récemment la délégation de la Pologne. Pour l'essentiel, nous partageons l'opinion de nos collègues polonais au sujet des grandes lignes de la future convention et nous sommes prêts à participer à un examen détaillé de ce document et à formuler nos observations.

Le document de travail officieux de la délégation des Pays-Bas en date du 19 juillet 1979 mérite également un examen attentif. Il contient un certain nombre de questions et des réponses y relatives qui, bien entendu, ne sauraient nous satisfaire tous. Il n'y a là rien d'étonnant.

(M. Erdembileg, Mongolie)

Dans l'ensemble complexe des questions qui se rapportent à l'interdiction des armes chimiques, les participants à la discussion actuelle ont eu et certainement auront des approches différentes. A notre avis l'essentiel est d'affermir les positions convergentes qui apparaissent et de rechercher des solutions propres à rapprocher les points de vue sur tels ou tels aspects de la question.

Nous présumons que les résultats de la discussion en cours montreront peut-être dans quelle mesure notre Comité est prêt, au stade actuel de ses travaux, à aborder la solution des problèmes d'organisation en la matière, afin de pouvoir entamer les négociations sur le fond de la question.

A ce qu'il nous semble, premièrement, le Comité est assez généralement d'accord sur la définition de la portée de l'interdiction fondée sur un critère de destination générale. Cet aspect crucial est justement prévu dans le projet de convention soumis par les pays socialistes en 1972. Deuxièmement, il existe une opinion prédominante selon laquelle seule une approche générale peut aboutir à l'élaboration d'un instrument international stable bien qu'il existe une opinion selon laquelle on pourrait parvenir à une entente grâce à des mesures partielles dans ce domaine, c'est-à-dire en interdisant, à titre de première mesure, les moyens chimiques de guerre les plus dangereux, les plus létaux. Troisièmement, nous nous associons à l'opinion selon laquelle non seulement l'accord futur doit correspondre à l'objectif d'une interdiction complète et efficace de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques, mais qu'il doit aussi être contrôlable, c'est-à-dire qu'il faut prévoir des méthodes appropriées de vérification de la destruction des stocks d'armes chimiques.

Dans cette question complexe qu'est celle du contrôle, nous partons comme auparavant de l'idée qu'il est tout à fait possible d'assurer un contrôle efficace à l'aide de moyens nationaux de vérification associés à certaines mesures internationales admissibles. Cependant, ces dernières ne doivent pas être appliquées au détriment des intérêts nationaux des Etats.

Nous voudrions souligner que nos progrès exerceraient une influence positive sur le renforcement de l'universalité d'instruments internationaux importants tels que la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, ainsi que le Protocole de Genève de 1925.

A ce sujet, notre délégation note avec satisfaction l'oeuvre utile qu'a récemment accomplie le Comité préparatoire de la Conférence d'examen de la Convention précitée, qui doit avoir lieu en 1980.

(II. Erdembileg, Mongolie)

La délégation mongole a accordé et accorde toujours une grande importance aux négociations soviéto-américaines sur l'interdiction des armes chimiques qui se déroulent actuellement. La présentation de leur initiative commune au Comité du désarmement facilitera sans aucun doute pour celui-ci la réalisation d'un accord acceptable pour tous dans ce domaine important du désarmement.

Permettez-moi maintenant de dire quelques mots au sujet du point 5 de l'ordre du jour.

On sait qu'à la dixième session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée générale des Nations Unies a souligné, dans le Document final de la session, que les mesures qualitatives et les mesures quantitatives de désarmement sont les unes et les autres importantes pour mettre fin à la course aux armements et que l'action menée à cette fin doit comprendre des négociations sur la limitation et l'arrêt du perfectionnement qualitatif des armements, spécialement celui des armes de destruction massive et de la mise au point d'armes nouvelles.

A ce propos, la délégation mongole voudrait de nouveau faire remarquer la nécessité urgente de réaliser un accord international sur la question de l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons. Nous persistons à penser que le Comité du désarmement peut apporter en cette matière une contribution substantielle et que le projet de convention (CCD/559) soumis au Comité par les pays socialistes le 9 mars 1978 peut fournir une bonne base aux négociations sur cette question.

A notre avis, dans cette affaire, il est extraordinairement important de faire appel au réalisme et à la volonté politique de ceux qui ne sont pas prêts à partager la profonde préoccupation qu'inspire aux peuples l'intention qu'ont certains milieux occidentaux d'entreprendre la fabrication des "composants essentiels" de ces armes meurtrières et de les faire entrer dans les arsenaux militaires des pays d'Europe occidentale.

La délégation mongole a maintes fois exposé sa position sur cette question. Cette position reste inchangée.

Avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais revenir sur les paragraphes pertinents du Document final de la session extraordinaire. Dans le paragraphe 77 de ce document, il est souligné qu'afin de contribuer à empêcher

(II. Erdembileg, Mongolie)

la course qualitative aux armements et faire en sorte que les progrès scientifiques et techniques puissent finalement n'être utilisés qu'à des fins pacifiques, des mesures efficaces devraient être prises pour prévenir l'apparition de nouveaux types d'armes de destruction massive et pour écarter le danger qu'ils présentent.

L'Assemblée générale, réunie dans sa session extraordinaire, a également recommandé de poursuivre de manière appropriée les efforts visant à l'interdiction de ces nouveaux types et nouveaux systèmes d'armes de destruction massive, et a indiqué que des accords particuliers pourraient être conclus en ce qui concerne l'interdiction de certains types d'armes de destruction massive qui pourraient être identifiés.

A ce sujet, la délégation mongole note avec satisfaction l'importance de la proposition commune soviéto-américaine soumise au Comité du désarmement le 10 juillet 1979, relative aux principaux éléments d'un traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques (CD/31 et 32). A notre avis, il faut apprécier cette mesure constructive comme une réponse opportune à l'appel que formule le paragraphe 76 du Document final de la session extraordinaire ainsi qu'une bonne justification de l'espoir exprimé par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/66.

Il est parfaitement naturel que cette initiative soviéto-américaine ait reçu l'appui général des membres du Comité. Aujourd'hui, il est important que le Comité aborde sans retard l'examen concret de ce document.

Nous présentons une proposition tendant à procéder à un examen détaillé de ce document aux fins de son élaboration définitive pendant la session actuelle du Comité, afin de faire rapport sur les résultats des travaux effectués et de le soumettre à l'examen de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa prochaine et trente-quatrième session.

Pour conclure, je voudrais dire quelques mots de la question du renforcement des garanties de la sécurité des Etats non nucléaires.

A sa trente-troisième session, l'Assemblée générale a adopté une résolution sur la nécessité de prendre des mesures efficaces par voie d'arrangements internationaux appropriés pour renforcer la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires.

(M. Erdembileg, Mongolie)

Conformément à cette résolution 33/72, le Comité du désarmement a procédé à une discussion utile sur la question considérée. Il a pris la décision de créer un groupe de travail spécial ayant pour mandat de rédiger d'un commun accord un texte de projet de convention approprié. Deux projets se trouvant sur la table des négociations, le premier soumis par le Groupe des pays socialistes (CD/23) et fondé sur la proposition soviétique présentée à la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et le deuxième émanant de la délégation du Pakistan (CD/25).

Il nous faut faire preuve d'une certaine retenue et nous contenter de dire que notre Comité aurait pu faire bien davantage dans cette affaire s'il n'avait consacré beaucoup de temps à l'examen de questions de procédure pendant sa session de printemps. Il sied de remarquer aussi que le fait que certains membres du Comité ne sont pas prêts à étudier au fond la question considérée crée réellement des difficultés au Comité. On peut en dire autant à propos de l'examen du document CD/4, par le Comité.

Sans vouloir nous répéter pour confirmer la position de la délégation mongole à l'égard des questions urgentes examinées par le Comité et dont je viens de parler, nous tenons à assurer de nouveau les membres du Comité que nous sommes prêts à étudier ces questions de façon sérieuse et constructive, pendant l'actuelle session du Comité, afin d'élaborer de concert des accords internationaux appropriés pour prendre des mesures réelles dans le domaine du désarmement.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Depuis la semaine dernière, le Comité du désarmement examine l'un des problèmes les plus actuels du désarmement, celui de l'interdiction des armes chimiques. Nous avons déjà entendu un certain nombre d'intéressantes déclarations sur cette question pendant les séances plénières et les réunions officieuses, et il ne fait pas de doute que cet utile échange d'opinions et d'idées sera poursuivi. En outre, les membres du Comité ont activement participé à des rencontres et à des contacts officieux chez le Président, où différentes variantes concernant l'organisation des travaux ultérieurs du Comité et liées aux perspectives de l'examen de la question de l'interdiction des armes chimiques ont fait l'objet d'un examen sérieux et attentif.

L'analyse des propositions et des vues formulées lors des dernières séances et des contacts récents ainsi qu'au cours de la partie de la session qui s'est tenue au printemps, conduit de façon très nette à la conclusion qu'il s'est dégagé au Comité

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

du désarmement une tendance générale en faveur d'un travail plus concret, plus pratique et mieux orienté sur la question des armes chimiques.

Pour toute une série de raisons, la délégation soviétique se félicite de ce que le Comité examine cette question avec une activité accrue.

Tout d'abord parce que l'Union soviétique a été et continue d'être le partisan le plus ferme et le plus systématique de l'interdiction des armes chimiques.

Dès les années 1920, l'Union soviétique s'exprimait pour la première fois en faveur d'une interdiction complète des armes chimiques, y compris la destruction de leurs stocks, sous un contrôle efficace. On peut rappeler à titre d'exemple la proposition soviétique sur l'élaboration d'un protocole approprié, formulée en 1929 au sein de la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement. Ce projet de protocole prévoyait la destruction, dans un délai de trois mois, de tous les moyens d'attaque chimique (gaz, dispositifs pour leur application, etc.) et de guerre bactériologique, qu'ils fassent partie des armements des forces armées, qu'ils soient gardés en réserve ou qu'ils soient en cours de fabrication. Dès l'entrée en vigueur du protocole, les entreprises s'occupant de la fabrication de ces moyens devaient cesser leur activité. A la même époque, sur l'initiative de l'URSS, une large campagne internationale a été entreprise en faveur de l'élargissement du cercle des participants au Protocole de Genève de 1925.

Après la Seconde guerre mondiale, l'Union soviétique, en compagnie d'autres pays socialistes, a mené une lutte active en faveur de l'interdiction de tous les types d'armes de destruction massive, y compris les armes chimiques.

La proposition bien connue des pays socialistes, présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1966 sur l'initiative de la Hongrie, a joué un rôle important pour appeler l'attention de la communauté mondiale sur le problème de l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques et renforcer le Protocole de Genève de 1925.

La Pologne et d'autres pays socialistes ont joué un rôle actif lors de l'adoption par l'Assemblée générale, en 1968, d'une décision relative à une étude sur les effets d'une utilisation éventuelle d'armes chimiques et bactériologiques.

A ce stade, l'URSS et les autres pays socialistes préconisaient l'interdiction simultanée des armes chimiques et bactériologiques.

En 1969 ils ont élaboré et soumis à l'Assemblée générale un projet de convention internationale sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et bactériologiques (biologiques) et sur leur destruction.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Malheureusement, cette approche n'a pas reçu alors l'appui qu'elle méritait. De ce fait, il ne s'est révélé possible d'interdire que les seules armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines. Là aussi, les Etats socialistes ont joué un rôle important dans la solution de ce problème en présentant le 30 mars 1971, au Comité du désarmement, le projet d'une convention appropriée.

La durée d'application de presque cinq ans de la Convention bactériologique, comme on l'appelle souvent en abrégé, a pleinement confirmé la grande importance de ce document, qui représente la première mesure de désarmement réel dans l'histoire et assure l'élimination des arsenaux des Etats, de toute une catégorie d'armes de destruction massive extrêmement dangereuses.

On sait que l'article IX de ladite Convention affirme l'objectif d'une interdiction efficace des armes chimiques et consacre l'engagement des Etats participants de poursuivre, dans un esprit de bonne volonté, des négociations afin de parvenir, à une date rapprochée, à un accord en la matière.

Désireux d'assurer une mise en oeuvre aussi rapide que possible des dispositions de cet article, les pays socialistes, y compris l'Union soviétique, ont élaboré et présenté au Comité du désarmement un projet de convention sur l'interdiction des armes chimiques (CCD/361). Cet acte est intervenu le 28 mars 1972.

A l'époque, l'Union soviétique a plus d'une fois lancé un appel pour demander que l'on entreprenne des négociations multilatérales sérieuses sur les armes chimiques.

En 1972, à la vingt-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le représentant de l'URSS a souligné que, "à l'heure actuelle, il fallait parvenir à résoudre ce problème dans sa totalité, c'est-à-dire interdire la mise au point, la fabrication et le stockage de n'importe quel type d'arme chimique. L'Union soviétique - a-t-il poursuivi - estimait que l'interdiction et l'élimination des armes chimiques représenteraient une mesure importante et opportune et qu'il était indispensable de s'efforcer de parvenir à un accord au sujet d'une telle interdiction".

Intervenant systématiquement en faveur d'une interdiction complète des armes chimiques, l'Union soviétique s'est déclarée en même temps prête à accepter que ce problème soit résolu par étapes.

En 1974, à Moscou, au cours de la rencontre soviéto-américaine au sommet, les deux Etats sont convenus d'examiner la question d'une initiative commune au Comité du désarmement concernant la conclusion, à titre de première mesure, d'une convention internationale sur les agents de guerre chimique les plus dangereux, les agents létaux.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

L'Union soviétique ne néglige aucun effort pour assurer le succès des négociations qui ont débuté en 1976 à la suite de l'entente précitée et qui sont maintenant concentrées sur l'objectif d'une interdiction complète des armes chimiques.

Pendant la rencontre de Vienne entre les dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis au mois de juin dernier, les deux parties ont confirmé l'importance que présente une interdiction générale, complète et contrôlable des armes chimiques et sont convenues d'intensifier leurs efforts en vue d'élaborer une proposition commune concertée qui serait soumise au Comité du désarmement.

Il est donc parfaitement naturel que l'Union soviétique partage pleinement l'opinion de la grande majorité des Etats sur la nécessité pressante d'interdire au plus vite les armes chimiques et que ces Etats se préoccupent de l'absence d'un accord international sur cette question. A notre avis, dans un monde où les armes chimiques continuent à s'accumuler et à se perfectionner, où l'on voit apparaître de nouveaux types et variétés de ces armes, non seulement les efforts pour interdire ces armes de destruction massive se heurtent à de graves difficultés, mais il se crée aussi des menaces supplémentaires pour le processus de la détente et du renforcement de la paix générale. Enfin, nous continuons de penser, compte tenu du grand développement de l'industrie chimique dans de nombreux Etats du monde et de la tendance naturelle de ceux-ci à défendre les intérêts de leur sécurité et de leur développement économique, qu'une convention ne sera efficace que si un nombre maximal d'Etats y sont parties, y compris bien entendu, toutes les puissances militairement importantes. Cela présuppose, à son tour, que cette question sera activement examinée au niveau multilatéral, c'est-à-dire dans notre Comité du désarmement.

C'est là un des aspects de l'affaire. Un autre réside dans le fait que, depuis 1976, deux Etats membres du Comité du désarmement mènent, comme nous venons de le dire, des négociations bilatérales sur la question de l'interdiction des armes chimiques. Comme les membres du Comité le savent incontestablement, ces négociations ont abouti à des progrès certains, qui sont considérables dans plusieurs cas. Cependant, sur d'autres aspects extrêmement importants, la progression est difficile. Cela s'explique en grande partie par des différences de principe dans les vues sur telles ou telles questions. D'autre part, on se heurte dans les négociations à un grand nombre de problèmes techniques, qu'il faut étudier en détail et sous tous leurs aspects; bref, il faut accomplir un travail considérable de dégrossissage qui, s'il n'est pas très spectaculaire, est absolument indispensable.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Dans son intervention du 19 juillet au Comité, le distingué représentant des Etats-Unis, M. l'Ambassadeur Fischer, a dit que l'URSS et les Etats-Unis préparaient un rapport intérimaire commun sur le déroulement de ces négociations. Aujourd'hui ce travail est sur le point d'être achevé. Les délégations de nos pays à Genève se sont entendues à titre préliminaire sur un projet de rapport, qui a été envoyé dans les capitales pour approbation. Au stade actuel, nous nous bornerons à souligner que nous attachons une importance exceptionnelle aux négociations bilatérales soviéto-américaines, du succès desquelles dépendent pour une large part les progrès dans l'élaboration d'une convention internationale.

Le problème de l'interdiction des armes chimiques est très complexe, ainsi qu'il ressort de l'expérience non négligeable acquise lors de son examen dans différents forums. En effet, il s'agit d'extirper des arsenaux des Etats une catégorie entière d'armes, qui sont de surcroît des armes de destruction massive. En outre, ce problème est lié plus étroitement que n'importe quel autre, parmi ceux qui ont été examinés de près ces dernières années au cours de négociations sur le désarmement, aux activités de l'une des branches clefs de l'industrie dans de nombreux pays, c'est-à-dire l'industrie chimique. Il est donc parfaitement clair qu'une mesure telle que l'interdiction des armes chimiques exige l'approche la plus attentive et la plus sérieuse, tant du point de vue de la sécurité nationale des Etats que de celui de leur développement économique et technique.

L'Union soviétique estime que les difficultés qui se dressent sur la voie d'une solution de ce problème important doivent être surmontées. Dans notre approche à ce problème, nous nous inspirons des décisions des vingt-quatrième et vingt-cinquième Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, qui ont défini l'interdiction des armes chimiques comme étant un problème prioritaire parvenu à maturité et qui exigeait une solution. C'est pourquoi la délégation soviétique ne ménagera pas ses efforts pour que l'interdiction générale et complète des armes chimiques devienne le plus tôt possible une réalité.

M. TYLNER (Tchécoslovaquie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, ma délégation partage le point de vue selon lequel les négociations sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques atteignent un stade auquel le Comité du désarmement pourrait commencer à examiner les grandes lignes d'un traité. Les résultats de cet examen pourraient aussi contribuer d'une manière positive aux négociations bilatérales.

Ma délégation est consciente du fait qu'il s'agira d'un traité portant sur des armes qui ont été utilisées dans le passé à relativement vaste échelle et qui sont conservées aujourd'hui en quantités non négligeables. Son application nécessitera des

(M. Tylner, Tchécoslovaquie)

arrangements techniques compliqués et un assez long délai pour la destruction des stocks existants. A cet égard, le traité pourrait, dans une certaine mesure, servir de modèle pour d'autres étapes dans le domaine du désarmement concernant les armes de destruction massive et, en même temps, représenter une importante contribution au désarmement général.

La Tchécoslovaquie est l'un des pays socialistes qui, en 1972, ont présenté, dans le document CCD/361, un projet de convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques. Mon pays n'épargne aucun effort pour mener les négociations sur ce traité à la conclusion attendue. Les discussions qui ont eu lieu pendant de nombreuses années à la CCD et se poursuivent cette année-ci au Comité du désarmement, très souvent avec la participation d'éminents spécialistes, ont permis d'accumuler une quantité suffisante de données grâce auxquelles il est possible de commencer à élaborer les grandes lignes et les éléments de base du traité envisagé. A cet égard, nous considérons comme particulièrement important le document de travail officieux que la délégation polonaise a présenté le 19 juillet et lui donnons notre plein appui. Le document de travail des Pays-Bas sera également utile dans ce domaine.

Permettez-moi maintenant de faire quelques brèves observations sur certains des principaux points du traité envisagé.

L'objectif du traité sera d'interdire la mise au point, la fabrication, l'acquisition et le stockage d'agents de guerre chimique. Nous pensons qu'il y aurait lieu de souligner dans le traité que le Protocole de Genève de 1925 prohibant l'emploi d'agents de guerre chimique est toujours valide. Dans l'élaboration du traité, nous ne devrions pas perdre de vue le fait que l'objectif fondamental est l'élimination complète des armes chimiques. Cela nécessite une interdiction complète portant sur les agents de guerre chimique létaux, incapacitants et neutralisants, ainsi que sur les précurseurs importants - les éléments d'agents de guerre chimique binaires.

Il va de soi que le traité ne doit nullement entraver les progrès économiques, scientifiques et techniques. C'est pourquoi le critère principal devrait être le critère de destination. Celui de la toxicité pourrait être un critère complémentaire permettant d'établir la limite quantitative au-delà de laquelle une substance toxique serait soumise à interdiction. Nous pensons qu'il existe un consensus général pour autoriser la fabrication à des fins pacifiques de quantités limitées des substances interdites, y compris de quantités minimales de ces substances à des fins d'essais et pour la recherche de moyens de protection chimique.

(M. Tylner, Tchécoslovaquie)

D'autre part, le traité devrait contenir des dispositions interdisant à toutes les parties de transférer des armes chimiques ou de communiquer des informations facilitant la fabrication de telles armes.

Le traité devrait également faire obligation aux parties de détruire, démanteler ou convertir à des fins pacifiques les installations existantes de fabrication d'agents de guerre chimique. Conformément à ce qui est préconisé dans le document de travail polonais, nous sommes d'avis que le traité devrait prévoir l'obligation d'annoncer un calendrier pour la destruction de ces installations de fabrication, ainsi que des dates-limites pour la communication d'informations sur cette destruction.

Un autre élément important du traité serait la destruction des stocks existants d'agents de guerre chimique. Nous considérons donc qu'il serait utile de prévoir l'obligation de déclarer, après la signature du traité, les stocks d'agents de guerre chimique et d'indiquer le calendrier de leur destruction ainsi que les dates-limites pour la communication d'informations à ce sujet.

L'élimination des installations de fabrication et la destruction des agents de guerre chimique stockés devraient s'effectuer sous la surveillance d'organes nationaux de contrôle.

La vérification du respect du traité pose également un problème. Les Etats parties au traité auront évidemment l'obligation de prendre des mesures d'ordre interne pour assurer ce respect.

Les organes nationaux de contrôle auraient essentiellement pour tâche de vérifier la destruction des stocks, le respect de l'interdiction de fabrication et les plaintes relatives à la violation du traité.

Les procédures internationales s'appliqueraient également en cas de plaintes pour violation du traité.

Le traité devrait également prévoir la création d'un organe international consultatif d'experts, chargé de recueillir des données pour l'exécution des contrôles nationaux et d'organiser des échanges de données d'expérience. Il pourrait être recommandable, comme c'est le cas pour d'autres traités, d'évaluer son application à intervalles réguliers. Particulièrement pendant la première période qui suivra la conclusion du traité, au cours de laquelle se poseront sans doute un certain nombre de problèmes techniques à propos de la destruction des stocks d'agents de guerre chimique et de l'élimination des installations de fabrication, des conférences d'examen devraient pouvoir faciliter d'utiles échanges de données d'expérience.

(M. Tylner, Tchécoslovaquie)

Permettez-moi de souligner une fois de plus le point de vue de ma délégation selon lequel le Comité du désarmement devrait commencer à examiner les grandes lignes du traité. La délégation tchécoslovaque est prête à contribuer, grâce à la participation de ses experts, à la réalisation de cet objectif.

Pour que le traité soit un instrument international de désarmement pleinement efficace, il est indispensable qu'il recueille l'acceptation générale de tous les gouvernements. L'expérience acquise avec le Protocole de Genève et d'autres traités nous a appris qu'il s'agit là d'un processus exigeant beaucoup d'efforts. Nous estimons donc que dans le cas du traité sur les armes chimiques, il y a lieu de mettre tout spécialement l'accent sur cet aspect de la question.

Sir James PLIMSOLL (Australie) (traduit de l'anglais) : Comme les autres représentants ici présents, je me félicite de la façon dont a évolué la discussion au Comité et au cours de nos réunions officielles sur certaines des questions concrètes qu'implique le contrôle des armes chimiques. Quand nous nous sommes réunis en juin, beaucoup estimaient que nous ne ferions guère plus qu'exprimer quelques idées générales. Pourtant, nous sommes allés considérablement plus loin. Un certain nombre de déclarations importantes ont été faites et des documents importants ont été présentés. Les Pays-Bas ont soumis un document de travail, de même que la Pologne, et nous avons entendu des déclarations de fond de représentants de ces deux pays, qui ont fourni des éclaircissements non seulement sur leurs documents, mais sur la position prise par leurs gouvernements quant au fond de certains de ces textes. Nous avons par ailleurs entendu des déclarations intéressantes et assez détaillées des représentants de l'URSS et des Etats-Unis, tant au Comité qu'ensuite, et avec plus de détails, au cours de notre réunion officielle. Nous attendons maintenant avec grand intérêt les communications communes des Etats-Unis et de l'URSS, et naturellement cette déclaration est faite sous réserve de ce qu'ils pourront avoir à présenter.

M. Issraelyan a dit ce matin que son Gouvernement attache une grande importance à sa coopération dans ce domaine avec les Etats-Unis. Je pense que la plupart de ceux qui siègent ici - et en fait tous ceux qui siègent ici - pensent de même. La coopération et l'association des efforts de ces deux pays sont vitales pour la sécurité du monde. Je me félicite, d'autre part, de la façon dont les choses ont évolué ces dernières semaines en cette enceinte, où ces deux puissantes nations, membres du Comité, associent les autres membres aux activités dans ce domaine. Le fait que les autres délégations soient mises à contribution et associées aux efforts est un important motif d'espoir dans le monde. Or, ces deux pays ont des obligations

(Sir James Plimsoll, Australie)

particulières en tant que membres permanents du Conseil de sécurité et en raison de leur puissance et de leur connaissance approfondie des questions qui se posent en matière de sécurité et d'armements et des autres facteurs qui se rapportent au maintien de la sécurité. Nous nous tournons donc vers eux pour qu'ils nous montrent la voie. Nous nous tournons vers eux pour qu'ils nous donnent parfois quelques indications à propos des questions en jeu. Je conclus de ce qu'ils ont dit que nous allons recevoir un rapport de fond sur certaines des questions qui se sont posées. Cela constituera une excellente base pour l'avenir.

Cependant, je voudrais ce matin poser la question de savoir ce que devra faire le Comité au cours de la présente session et quelle sera l'approche que nous devrons adopter. J'estime qu'il est prématuré de parler de désaccords. Il n'existe vraiment pas jusqu'ici de désaccords. Il existe un manque de convergence sur certains points. Mais cela n'est pas là une question de sémantique. L'inaptitude à parvenir à une convergence de vues, ou à une entente, ne signifie pas qu'il existe un désaccord. Ce matin, dans sa déclaration fort intéressante, M. Issraelyan a dit que certaines des divergences de vues actuelles entre l'Union soviétique et les Etats-Unis ont trait à des questions de principe alors que d'autres s'expliquent simplement par la complexité technique de certaines de ces questions. Je pense que c'est notre position à tous aujourd'hui - à savoir que l'absence d'entente ne signifie pas qu'il existe un désaccord, mais signifie qu'avec la meilleure volonté du monde, et avec toute la bonne foi possible, nous n'avons pas encore pu trouver le moyen de résoudre les grands problèmes techniques qui se posent. En fait, à certains égards, nous ne sommes pas parvenus à bien définir ces problèmes techniques, ou même, sur plusieurs points, ce que nous devrions nous efforcer de résoudre. C'est ce qui donne tout leur intérêt aux documents de la Pologne et des Pays-Bas, parce qu'ils aident à concentrer notre esprit sur les questions qui doivent être résolues. Ils nous aident à poser les questions appropriées en nous indiquant quels sont les points qui exigent de nous des réponses.

Il existe des problèmes spéciaux en matière de guerre chimique, des problèmes bien plus grands que ceux du désarmement nucléaire et du contrôle des armements nucléaires, bien que les armes nucléaires représentent une plus grande menace pour l'humanité. Les problèmes des armes chimiques sont à bien des égards beaucoup plus compliqués lorsqu'il s'agit de parvenir à un accord international, en particulier parce qu'il est plus facile de détecter les armes nucléaires et les industries nucléaires. En premier lieu, tout pays, pourvu d'une industrie chimique dispose d'une certaine capacité soit de fabriquer des armes chimiques, soit de contribuer à leur fabrication.

(Sir James Plimsoll, Australie)

Cette remarque vaut pour presque tous les pays du monde parmi ceux qui peuvent fabriquer des produits chimiques ou ont une possibilité quelconque de coopérer à la fabrication d'armes chimiques. La deuxième difficulté importante tient au fait qu'un grand nombre de produits chimiques, de matériels chimiques et d'appareils chimiques peuvent être utilisés aussi bien à des fins militaires qu'à des fins civiles, des fins pacifiques. Ainsi, bon nombre de produits chimiques ne sont létaux qu'en combinaison avec d'autres produits. Il existe de nombreuses utilisations pacifiques de matières qui peuvent parfois servir à des fins militaires.

On ne peut qu'être frappé par le fait que certaines propositions présentées au Comité par la Pologne, les Pays-Bas et d'autres pays, se recouvrent en grande partie. Le représentant de la Mongolie y a fait allusion dans son intervention de ce matin, de même que d'autres délégations. Par ailleurs, il est impossible, au stade actuel, de parvenir à un accord sur les décisions à prendre. Selon le document polonais, la convention doit contenir des dispositions prévoyant la possibilité de conserver, de fabriquer, d'acquérir et d'utiliser des agents de guerre chimique interdits à des fins industrielles, prophylactiques et autres fins pacifiques légitimes, y compris à des fins de protection contre les armes chimiques. Je partage ce point de vue. Cependant, la première partie du traité vise évidemment la destruction des stocks et le contrôle de la fabrication. Comment peut-on appliquer ces dispositions ? Comment peut-on concilier ces deux exigences ? C'est là un des grands problèmes que le Comité devra résoudre et auxquels les Etats-Unis et l'Union soviétique ont sans nul doute déjà prêté beaucoup d'attention lorsqu'ils les ont examinés à l'échelon national. M. Issraelyan a déclaré ce matin qu'il s'agit d'une question qui intéresse aussi bien la sécurité nationale des Etats que leur développement économique et technique. Il convient de concilier ces deux aspects et cela ne sera pas une tâche facile; elle exigera beaucoup de travail.

Bien entendu, cela nous amène à l'ensemble de la question de la vérification. Les problèmes de vérification se posent d'une manière aiguë du fait qu'une grande part de la capacité de production chimique et beaucoup de produits chimiques peuvent être utilisés à des fins différentes. La valeur de l'inspection sera limitée. La vérification de l'ensemble de la capacité de production chimique exigerait la mobilisation d'une véritable armée, d'un nombre énorme de personnes. Par ailleurs, la préservation des secrets dans le domaine industriel, commercial et de la sécurité pose des problèmes de très grande ampleur. On est amené à se demander jusqu'à quel point les mesures de vérification pourront être poussées tout en restant justifiées

(Sir James Plimsoll, Australie)

du point de vue des résultats ou des coûts, car la surveillance ne devra pas porter seulement sur la fabrication, mais aussi sur l'utilisation finale. Il peut arriver que des produits chimiques soient stockés pendant des années et servent ensuite à fabriquer des armes chimiques. Si je mentionne ces points, ce n'est pas pour formuler des objections, mais pour indiquer qu'il faudra résoudre ces problèmes et que cela nous prendra beaucoup de temps - peut-être des années.

Ces considérations m'amènent à exprimer l'opinion que notre tâche, à la présente session, n'a qu'un caractère préliminaire. Je ne crois pas que nous devions nous efforcer de parvenir à des conclusions finales sur quoi que ce soit, même sur les aspects à inclure dans le traité. Cette opinion est motivée par deux raisons : la première est qu'il faut laisser à l'Assemblée générale et aux membres de ce Comité suffisamment de temps pour poursuivre l'examen de cette question, compte tenu des travaux effectués à la présente session. Beaucoup d'entre nous seraient actuellement en mesure de s'entendre sur certains éléments du document considéré si celui-ci devait ensuite faire l'objet d'un examen plus approfondi par nos gouvernements, lesquels pourraient tenir compte des vues de nos experts techniques et d'autres personnes responsables des décisions en matière de sécurité et de développement économique et technique.

En second lieu, pendant un certain temps, toutes les décisions que nous pourrions prendre actuellement devront avoir un caractère suffisamment provisoire afin de pouvoir être adaptées compte tenu des débats ultérieurs. Nous pourrions nous mettre d'accord sur certains points, à condition de connaître certaines autres dispositions du traité, mais nous ne pouvons le faire sans connaître la situation globale qui résulterait du traité. Permettez-moi de donner deux exemples. L'un concerne la définition ou la portée du traité. Le représentant des Pays-Bas, expliquant sa proposition, a dit qu'à son avis les herbicides et les gaz lacrymogènes devaient être couverts par le traité. Pourtant, les uns comme les autres, ont des applications non militaires. L'Australie n'emploie pas et n'a pas l'intention d'employer, actuellement ou à l'avenir, de gaz lacrymogènes ou d'autres produits chimiques pour maintenir l'ordre public, mais de nombreux pays ici présents disposent de telles armes et les considèrent comme un moyen plus humain de contenir les foules que certains des autres moyens qui pourraient être employés. En ce qui concerne les herbicides, qui ont des utilisations pacifiques, il est très possible que ce soit l'objectif visé, plutôt que l'interdiction ou la composition effective, qui détermine si un herbicide peut ou non être couvert par une convention.

(Sir James Plimsoll, Australie)

En d'autres termes, dans la partie introductive de la convention, on peut découvrir que l'accord sur l'élaboration d'une définition des armes techniques et sur la détermination de la portée du traité, dépend des dispositions ultérieures concernant les éléments en question et les méthodes de contrôle à employer. Je le répète, je ne veux pas m'engager sur le fond. Je ne dis pas qu'il faut inclure ou qu'il ne faut pas inclure dans une convention les herbicides et les produits chimiques permettant de contenir les foules. Je veux simplement montrer comment le champ d'application du traité peut être affecté par la manière dont le traité prévoit que ces produits particuliers seront couverts. De même pour la vérification. Il se peut que certains pays acceptent la vérification de certaines choses lorsqu'elle est effectuée selon certaines modalités mais non si elle se fait différemment. Il faut aussi tenir compte de la possibilité d'une évolution technique des moyens de détection. En ce qui concerne les armes nucléaires, on sait que ces dernières années, les moyens de détection des explosions souterraines, par exemple, ont beaucoup avancé et que l'on a enregistré d'autres progrès techniques. Il serait peut-être possible de procéder à des recherches scientifiques sur les moyens de détection, du moins de certaines choses concernant les armes chimiques.

C'est pourquoi, quels que soient nos travaux actuels, notre approche doit avoir un caractère préliminaire. Néanmoins, je pense qu'à l'issue de la présente session, nous devrions être en mesure de présenter un document à l'Assemblée générale. Quand je parle d'un document, je ne veux pas dire un texte succinct ne contenant qu'une série de titres. Je crois que nous devons aller au-delà. Nous devons élaborer un texte précis, mais provisoire. Je crois que nous devrions établir un comité de rédaction qui rassemblerait les divers documents qui ont été présentés officiellement ou non - les documents des Pays-Bas et de la Pologne, la proposition commune des Etats-Unis et de l'Union soviétique lorsqu'elle aura été formulée, etc. Il faut tenir compte des deux importantes déclarations de fond faites par l'Union soviétique et les Etats-Unis sur des points détaillés. Nous devrions constituer un groupe de rédaction qui les associerait, ferait entrer en ligne de compte tous les éléments que leurs auteurs souhaitent voir figurer, les classerait sous des rubriques appropriées et énoncerait les problèmes à résoudre sur lesquels l'entente n'a pu encore se faire (c'est-à-dire à mon avis la majorité des problèmes). L'un des mérites du document des Pays-Bas est qu'il pose des questions et indique les domaines dans lesquels l'accord n'a pas encore été réalisé. C'est là

(Sir James Plimsoll, Australie)

la tâche d'un groupe de rédaction, et non d'un groupe de travail, car au sens donné à ce terme par le Comité, un groupe de travail essaie de parvenir à un accord sur des questions de fond. Or, je crois que nous sommes allés aussi loin que nous le pouvons à cette session dans ce domaine. Je ne dirais pas que nous sommes allés jusqu'au bout de nos possibilités en ce qui concerne les discussions de fond - cela dépendra en grande partie des propositions que feront les Etats-Unis et l'Union soviétique - mais nous avons probablement atteint le maximum possible en ce qui concerne un accord sur des questions de fond. En fait, ce qu'il nous faut maintenant, c'est quelqu'un qui rassemble et collationne les documents qui ont été présentés, afin d'établir un exposé des problèmes, y compris ceux qui restent à résoudre.

Un tel travail serait très utile, non seulement pour l'Assemblée générale, mais pour nos gouvernements, étant donné que chacun d'entre eux a besoin d'obtenir une certaine orientation de la part de ce Comité quant aux questions qu'exigent réflexion avant la prochaine session du Comité du désarmement. Ce serait une erreur de croire que les membres du Comité ne font rien lorsqu'ils ne siègent pas au Comité à Genève. En fait, un travail important, peut-être même la meilleure partie de nos travaux, est accompli entre les sessions, lorsque nous méditons sur les questions qui ont été proposées et que nous nous préparons à prendre position et à examiner le point de vue des autres pays à la session suivante. Le fait que le Comité ne se réunit pas ne signifie pas que nous restons oisifs ou que nous ne nous occupons pas des questions de désarmement avec diligence et en toute sincérité. Si nous parvenons maintenant à établir un document énumérant les rubriques qui pourraient figurer dans le traité et certaines des questions de fond qui devraient être examinées sous ces rubriques - si nous rendons compte de ces travaux à l'Assemblée générale et invitons expressément les autres membres de l'Organisation des Nations Unies à nous faire connaître leurs opinions avant notre session de l'année prochaine - nous aurons alors franchi un grand pas, et le Comité se sera acquitté de façon très honorable de l'examen de cette question à la présente session.

Le PRESIDENT (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Le document CD/40 présenté par la délégation hongroise, qui contient un document de travail concernant un projet de préambule pour le Traité interdisant la mise au point, la fabrication,

(Le Président)

le stockage et l'utilisation des armes radiologiques, est mis en distribution aujourd'hui.

Je ne propose maintenant de lever la séance plénière et de convoquer une réunion officieuse pour examiner des questions relatives à l'organisation de nos travaux.

La prochaine séance plénière du Comité aura lieu le jeudi 26 juillet 1979, à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 10